

PREAMBULE

Ce règlement, voté par le conseil d'établissement, régit la vie de la communauté scolaire, composée de l'ensemble des personnels, des parents d'élèves et des élèves.

Le lycée français Anna de Noailles accueille les élèves de la Maternelle aux classes de Terminale *dans le cadre des principes, valeurs et textes de référence de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger et de l'Éducation nationale française*. Son règlement intérieur s'inscrit donc dans le respect de la Constitution et des lois de la République Française, de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et de la Déclaration des droits de l'Enfant. Il se fonde sur le respect des valeurs et des principes sur lesquels repose le service public d'éducation : la neutralité et la laïcité, l'égalité des chances et de traitement entre filles et garçons, les garanties de protection contre toute forme de violence psychologique, physique ou morale et le devoir qui en découle pour chacun de n'user d'aucune violence.

Son but est de garantir les droits et de définir les devoirs de tous :

Garantir les DROITS

- Droit d'apprendre et de s'épanouir dans un climat de calme, de confiance et de sécurité,
- Droit à la protection contre l'agressivité physique et verbale,
- Droit d'expression, de réunion et d'association.

Définir des DEVOIRS

- Devoir de tolérance et de respect d'autrui, adultes et élèves,
- Devoir de respecter les règles de fonctionnement et de vie collective, de sécurité et de respecter les biens et les locaux.

Obligation d'assiduité :

Obligation d'assiduité : "Chaque élève a le droit à l'éducation. Ce droit a pour corollaire l'obligation à l'assiduité qui est la condition première de la réussite et favorise durablement l'égalité des chances".
(**Circulaire n°2011-001 du 31 janvier 2018**)

L'obligation à l'assiduité consiste à :

- participer à toutes les activités pédagogiques (y compris facultatives choisies par l'élève) figurant dans l'emploi du temps
- respecter les horaires d'enseignement, ainsi que le contenu des programmes et les modalités de contrôle des connaissances. Un élève ne peut en aucun cas refuser d'étudier certaines parties du programme de sa classe, ni se dispenser d'assister à un cours ou aux modalités de contrôle des connaissances.

A) FREQUENTATION SCOLAIRE :

1) Les horaires :

Les emplois du temps sont communiqués aux élèves en début d'année scolaire. Ils peuvent être modifiés pour les besoins de l'enseignement ou pour répondre à des situations imprévues : dans ce cas les modifications seront portées à la connaissance de tous les intéressés.

Le calendrier scolaire est adopté chaque année scolaire par le Conseil d'Etablissement selon les règles du Ministère de l'Education Nationale et validé par l'AEFE. Les parents en sont informés par le site internet du lycée.

Le lycée accueille les élèves de 7h50 à 19h30, du lundi au vendredi. Le lycée n'est ouvert le samedi matin que pour des devoirs surveillés, des heures de retenue ou des événements ponctuels organisés par l'établissement. Pour les élèves concernés, leur présence est obligatoire.

2) Les mouvements :

Les élèves montent en classe dès la 1^{ère} sonnerie (voir tableau des sonneries en annexe). Tous les déplacements doivent se faire calmement, sans cri et sans bousculade. En début de cours, les élèves attendent devant leur salle de classe leur prise en charge par le professeur.

Aux récréations, les élèves doivent sortir directement dans la cour avec leurs affaires.

En cas d'intempéries, les élèves peuvent aussi circuler ou stationner dans les zones autorisées de l'établissement, calmement.

En cas d'absence d'un enseignant ou lorsque cela est prévu dans l'emploi du temps, les collégiens doivent **impérativement et sans délai** se rendre dans l'atrium et se ranger dans les files « Permanence » ou « Médiathèque ». **Ils ne peuvent quitter l'établissement.**

Les lycéens sont autorisés à sortir **de l'établissement** pendant leurs heures de permanence ainsi que pendant les récréations du matin, du midi et de l'après-midi, sauf avis contraire signifié par écrit par le responsable légal ou interdiction du service vie scolaire.

En dehors des heures de cours, les lycéens peuvent aussi se rendre en salle d'étude, à la médiathèque, au foyer ou disposer d'une salle de travail en autonomie, à leur demande.

3) En cas de retard :

L'élève retardataire doit impérativement passer au bureau de la vie scolaire pour y demander une autorisation d'entrer en cours. Cette autorisation sera demandée par son professeur.

- Retard en début de journée : un élève en retard de plus de 10 minutes ne pourra pas assister à la première heure de cours. Il intégrera la classe à la deuxième heure inscrite à son emploi du temps. **Il sera pris en charge par la vie scolaire.**
- Retard en cours de journée : les retards en cours de journée ne sont pas acceptables. L'élève retardataire devra se présenter au bureau de la vie scolaire. Il ne sera pas accepté en cours si ce retard excède 10 minutes. **Il sera pris en charge par la vie scolaire.**

Les parents seront systématiquement avertis d'un retard de leur enfant. Ils devront en retour justifier ce retard par courriel à l'adresse suivante : vie.scolaire@lyceefrancais.ro

Tout retard abusif pourra faire l'objet d'une punition.

4) En cas d'absence :

- Absence prévisible : aviser le Conseiller Principal d'Education (C.P.E.) ou le service de vie scolaire PAR ECRIT.
- Absence non prévue : prévenir le bureau de la vie scolaire par téléphone ou par mail le plus tôt possible. Le cas échéant, le personnel de la vie scolaire prendra contact avec la famille pour connaître le motif de l'absence. Les parents doivent donc fournir un numéro de téléphone valide et prévenir le secrétariat du lycée en cas de changement de numéro. L'établissement tient informés les responsables légaux des absences injustifiées de leur enfant, mineur ou majeur, dans les délais appropriés conformément à la réglementation en vigueur (**circulaire 96-248 du 25 octobre 1996**)

L'adresse mail de la vie scolaire est la suivante : **vie.scolaire@lyceefrancais.ro**

Au retour de l'élève, les parents doivent impérativement justifier l'absence de leur enfant par écrit, par un email adressé à la vie scolaire. Dans le cas contraire, un courrier sera envoyé au représentant légal.

En application de l'article R.131-5 et L. 131-8 du Code de l'Education, « Les seuls motifs réputés légitimes d'absence sont les suivants : maladie de l'enfant, maladie transmissible ou contagieuse d'un membre de la famille, réunion solennelle de famille, empêchement résultant de la difficulté accidentelle des communications, absence temporaire des personnes responsables lorsque les enfants les suivent. Les autres motifs sont appréciés par l'autorité de l'État compétente en matière d'éducation. ». L'équipe de direction est en droit d'apprécier la validité d'une absence, suite à une demande écrite faite par les responsables légaux de l'élève.

Le médecin scolaire peut recevoir l'élève et sa famille afin de faire le point sur ses absences et les mesures à prendre pour assurer la réussite de sa scolarité lors de situations médicales particulières.

Aucun élève ne pouvant se soustraire à l'évaluation, en cas d'absence justifiée ou non l'élève sera tenu de rattraper le devoir, dans les conditions fixées par l'établissement.

RAPPEL : L'équipe éducative peut se réunir en commission éducative statuant en matière d'assiduité et sanctionner un élève à propos de retards ou d'absences jugés abusifs.

5) En éducation physique et sportive : cours – dispenses :

En cours d'Education Physique et Sportive, les élèves sont sous la responsabilité de leur enseignant pour toute la durée du cours inscrit à leur emploi du temps, y compris dans les vestiaires et pendant les trajets vers des installations sportives extérieures.

En E.P.S., les élèves porteront les vêtements et les chaussures indiqués par le professeur.

Pour des raisons d'hygiène et pour préserver les sols du gymnase et des pistes, ils ne les revêtiront qu'au vestiaire et les quitteront après la séance. Une douche est à la disposition des élèves dans chaque vestiaire. Pour des raisons de sécurité, les bijoux sont interdits en cours d'E.P.S.

- Inaptitude partielle : L'élève présentera à la vie scolaire une demande datée et signée par les parents. Cette demande sera présentée au professeur d'EPS.

- Inaptitude de longue durée : L'élève présentera un certificat médical d'inaptitude (voir modèle sur le site du lycée) au bureau de la vie scolaire et à l'enseignant d'EPS. Les certificats médicaux de longue durée peuvent faire l'objet d'un contrôle par le service de médecine scolaire.

En classe de Terminale : Les dispenses de sport pour l'examen du baccalauréat devront impérativement être faites sur les documents académiques disponibles auprès des professeurs d'EPS ou de l'administration. Seuls ces documents officiels pourront être pris en compte et ajoutés au dossier scolaire de l'élève.

Ces inaptitudes à la pratique sportive nécessitent une gestion pédagogique qui relève de la compétence de l'enseignant. Ainsi, le professeur est seul apte à juger si l'élève peut assister au cours d'EPS en adaptant sa pratique ou s'il doit se rendre en salle d'études.

6) Les entrées et les sorties :

Les parents choisissent pour l'année scolaire un régime d'entrées/sorties parmi les trois régimes proposés ci-dessous.

<i>Régime 1 : collège</i>	<i>Régime 2 : collège</i>	<i>Régime 3 :</i> <i>Le régime 3 ne s'applique qu'aux élèves du lycée.</i>
<i>Entrées aux heures inscrites à l'emploi du temps de l'élève. Sortie aux heures habituelles inscrites à l'emploi du temps de l'élève.</i>	<i>Entrées retardées et sorties avancées en cas d'absence de professeurs, de suppression de cours par l'administration ou selon l'emploi du temps de la classe.</i>	<i>Les lycéens qui bénéficient d'une pause dans leur emploi du temps sont autorisés à sortir de l'établissement.</i>

Sans son badge d'identification ou la lettre de régime remplie et signée par les parents, l'élève est soumis d'office au régime 1. Le régime 1 peut aussi être imposé aux lycéens par la Direction.

A la demande des parents, un lycéen mineur peut être placé en régime 1 ou 2.

Au collège, aucune sortie n'est autorisée entre deux cours. Quitter l'enceinte de l'établissement sans autorisation constitue une faute grave.

Accès des élèves dans l'établissement : les élèves doivent entrer par le parking ou le parvis s'ils empruntent la navette. L'entrée par la DN1 doit faire l'objet d'une demande exceptionnelle auprès de la vie scolaire.

Toutes les entrées et sorties s'effectuent par les tourniquets de la porte principale sur présentation du badge d'identification.

Accès des visiteurs : une pièce d'identité peut être demandée à toute personne étrangère à l'établissement. Les visiteurs doivent stationner dans l'atrium du lycée. Ils ne sont pas autorisés à se déplacer dans les bâtiments sans être accompagnés d'un membre du personnel.

Accès des deux-roues : les élèves utilisant un deux-roues, qu'il soit motorisé ou non, sont tenus de mettre pied à terre avant de franchir les grilles et de parquer leur véhicule dans le parking prévu à cet effet.

7) La médiathèque :

La médiathèque regroupe en un même lieu les ressources documentaires nécessaires à la réussite scolaire des élèves. La médiathèque est donc avant tout un lieu de travail et de recherche mais on peut aussi s'y rendre pour lire lorsqu'on a une heure libre dans son emploi du temps.

Le règlement intérieur du lycée s'applique de plein droit dans la médiathèque mais des règles de fonctionnement spécifiques à destination des usagers sont affichées à l'entrée de la médiathèque (horaires, droit d'emprunt, utilisation des ordinateurs...) et précisées dans la charte de la médiathèque.

8) Demi-pension :

Le service de demi-pension fonctionne du premier au dernier jour de classe. Les demi-pensionnaires du collège et du lycée peuvent s'y présenter pour déjeuner de 12h30 à 14h10 selon un planning de passage défini par le lycée et indiqué aux élèves en début d'année.

Le temps de repas est un temps de convivialité pour se nourrir et se détendre mais aussi un moment d'apprentissage des rapports avec ses semblables, du savoir-vivre, du respect des aliments, du personnel, des équipements.

- 1) Le règlement intérieur s'applique sur le temps de restauration scolaire. Les repas sont pris sous la surveillance du personnel de vie scolaire.
- 2) Les collégiens sont tenus de prendre **tous** leurs repas à la cantine de l'établissement,
- 3) Un élève demi-pensionnaire ne peut en aucun cas quitter le collège avant le dernier cours assuré dans la journée. Il ne peut sous peine de sanction grave sortir entre deux cours (par exemple entre un cours du matin et un cours l'après-midi). Il doit rester dans l'enceinte du lycée durant le temps de la demi-pension.
- 4) Les demi-pensionnaires n'ayant pas cours l'après-midi sont tenus de prendre leur repas au collège et de sortir à 13h35. En cas de sortie anticipée, les demandes particulières sont à formuler la veille auprès du C.P.E.
- 5) **Allergies alimentaires** : les élèves souffrant d'une allergie alimentaire bénéficieront d'un Projet d'Accueil Individualisé. Ce P.A.I. sera mis en place entre le chef d'établissement (ou son adjoint) et le médecin scolaire. Un certificat médical sera présenté par la famille pour justifier toute demande.
- 6) Dans le cadre de l'éducation au goût, les élèves sont invités à goûter à ce qui leur est proposé, tout en veillant à respecter la nourriture et à éviter le gaspillage alimentaire.
- 7) **Visiteurs** : les personnes souhaitant prendre leur repas au lycée sont tenues d'en faire la demande par écrit auprès du chef d'établissement et de s'acquitter du prix du repas auprès du service intendance du lycée.
- 8) Un bon de repas journalier sera remis à partir de 13 heures à la loge d'accueil de l'établissement aux élèves ne pouvant présenter leur badge.

Un kiosque est disponible au sein du restaurant scolaire. Son accès est possible aux horaires suivants :

Horaires	Collégiens	Lycéens
8h00 – 8h30	OUI	OUI
10h30 – 11h45	NON	OUI
15h15 – 16h30	OUI	OUI

La nourriture ainsi que les boissons achetées au kiosque doivent être consommées dans le restaurant scolaire, dans la cour de récréation ou dans l'atrium. La propreté de ces lieux communs doit être impérativement respectée, sous peine de punition.

La consommation de nourriture et boisson est strictement interdite en salle de cours, dans le gymnase, dans la salle de spectacle ou dans tout autre endroit dédié à l'enseignement (salle d'études et médiathèque compris).

9) Assurances :

Chaque famille a l'obligation de fournir au lycée une attestation d'assurance scolaire individuelle aux dates et délai fixés par l'établissement (à défaut dans les 30 jours suivants l'inscription). L'assurance scolaire doit garantir l'indemnisation des dommages causés aux tiers ou subis par l'élève.

L'assurance doit donc inclure une **assurance Responsabilité Civile** (pour les dommages causés par l'élève aux tiers dans le cadre des activités scolaires) et une **assurance individuelle Accidents** pour les dommages subis par l'élève assuré.

La participation aux activités facultatives sera refusée aux élèves dont l'assurance ne présente pas les garanties requises.

B) VIE AU COLLEGE / LYCEE :

Chaque jour, l'élève doit se présenter avec **tout le matériel nécessaire** au travail de la journée, les devoirs faits, les leçons apprises. Les cahiers ou classeurs doivent être bien tenus, correctement mis à jour et sont susceptibles d'être vérifiés et notés par les professeurs.

Les évaluations (devoirs, contrôles, écrits ou oraux, en classe ou à la maison) ont pour objectif de situer l'élève dans une progression pédagogique ou de faire un bilan de connaissances ou de compétences acquises. De ce fait, elles sont organisées régulièrement par les enseignants. Les élèves ont obligation de se soumettre à ces évaluations périodiques.

Ayant un but pédagogique de contrôle des connaissances, l'évaluation ne peut sanctionner le comportement d'un élève ou d'une classe.

Toute tentative de triche ou de fraude faussant cette évaluation ne saurait être tolérée et sera sanctionnée avec sévérité.

Une *charte informatique et Internet* précise les modalités d'utilisation de l'outil informatique au lycée français Anna de Noailles. Cette charte se trouve en annexe du règlement intérieur. Elle doit être signée par les élèves et leurs parents.

1) Laïcité :

Selon la circulaire n° 2013-144 du 6 septembre 2013, le lycée français Anna de Noailles se conforme aux principes mis en avant par **la Charte de la laïcité à l'école**, rappelée en annexe.

Des autorisations d'absences d'élèves pour fêtes religieuses pourront être accordées conformément aux instructions officielles.

2) Tenue :

Le Lycée français Anna de Noailles est un lieu public qui exige de ses usagers une tenue appropriée digne du sérieux de l'établissement.

Si chacun est libre d'exprimer sa personnalité par sa tenue vestimentaire, il importe surtout de s'habiller de façon à ne pas heurter la sensibilité des autres, ni à troubler la sérénité des lieux.

Par conséquent, les tenues vestimentaires se doivent d'être décentes, non provocantes, propres, soignées, et adaptées à l'âge de l'élève.

A l'intérieur du Lycée français Anna de Noailles, les règles suivantes sont à respecter :

- La tête n'est pas couverte dans les bâtiments,
- Les vêtements ne sont pas déchirés, troués ou transparents,
- Les sous-vêtements, le dos, la poitrine et le nombril sont couverts en toute circonstance et en toute position, debout et assise,
- Les vêtements avec des inscriptions ou insignes vulgaires, agressifs, racistes ou sexistes ainsi que les sigles et symboles politiques sont interdits.

Ces règles de tenue sont également applicables au cours des sorties et voyages scolaires. En cas de non-respect de ces recommandations, et après discussion préalable, l'établissement se réserve le droit d'interdire l'accès à l'élève concerné.

3) Comportement et sécurité :

Les élèves garderont à l'esprit qu'en toute circonstance, ils représentent le Lycée à l'extérieur comme à l'intérieur des locaux et doivent donc montrer par leur comportement qu'ils ont conscience de cette responsabilité.

Une vie collective harmonieuse nécessite le respect de règles de bon sens et de savoir-vivre.

Dans cette optique, un **langage respectueux et mesuré est exigible de tous**. De même, tout comportement vulgaire, provocateur ou agressif doit absolument être évité aussi bien dans l'établissement qu'à ses alentours.

Les jeux brutaux ne sont naturellement pas admis.

En règle générale, tout objet dangereux ou n'ayant aucun rapport avec l'enseignement et qui risque de perturber le bon fonctionnement de l'établissement est interdit (par exemple cutter, couteaux, briquet, allumettes, pointeur laser, console de jeux...).

Conformément à la circulaire du 29 novembre 2006 entrée en application le 1er février 2007, il est **interdit de fumer** dans l'enceinte de l'établissement. **L'introduction et la consommation de tabac, d'alcool et autres drogues sont formellement interdites**. L'introduction et la consommation des boissons dites "**énergisantes**" ne sont pas tolérées en milieu scolaire (Circulaire n°2008-229 du 11 juillet 2008)

L'utilisation de cigarettes électroniques est également prohibée. (Décret n°2006-1386 du 15 novembre 2006).

4) Vol et perte d'objets ou de vêtements - dégradations :

Les parents sont invités à ne pas remettre aux enfants de sommes d'argent importantes ou des objets de valeur. Les élèves ne doivent jamais laisser leurs affaires ailleurs qu'aux endroits prévus à cet effet. Des casiers sont mis à disposition des élèves qui en font la demande, dans la limite de leur disponibilité.

L'administration décline toute responsabilité en cas de perte, de vol ou d'avarie.

Le matériel scolaire et les bâtiments doivent être respectés. Les dégradations volontaires commises par les élèves peuvent entraîner réparation et sanction. Un dédommagement financier peut être exigé des familles. Une dégradation volontaire est un acte de vandalisme et comme tel passible d'une sanction, indépendamment de la réparation pécuniaire du dommage.

Les élèves sont responsables du matériel scolaire qui leur est prêté et devront assumer le remplacement ou le remboursement en cas de perte, de dégradation ou de non-restitution du livre ou du matériel prêté.

Vidéosurveillance : Afin de prévenir tout vol ou dégradation, certaines zones de l'établissement sont placées sous vidéosurveillance. Ces zones sont signalées aux usagers par des pictogrammes spécifiques.

Propreté des locaux : Pour des raisons d'hygiène, il est interdit de cracher dans les locaux aussi bien que dans la cour. La consommation de chewing-gum ou de nourriture est interdite en classe. Les corbeilles disposées dans les salles de classe et dans les lieux de vie (cours, couloirs...) sont destinées à recevoir tous les papiers et déchets que les élèves ne doivent pas jeter par terre mais qu'ils doivent au contraire ramasser lorsqu'ils en rencontrent.

5) Téléphones portables :

Aux usagers élèves : au-delà des portiques d'entrée au Lycée, les appareils générateurs de son (téléphone portable, baladeur, casque, écouteurs, jeux électroniques, tablette numérique et tout autre appareil nomade...) doivent être strictement éteints et non visibles. Les modes « avion » ou silencieux sont interdits.

Ces appareils ne seront pas utilisés à l'intérieur des bâtiments, dans les cours de récréation, sur les stades sportifs et lors de toutes les activités pédagogiques (cours, médiathèque, trajets EPS, sorties scolaires, etc.) sous peine de confiscation temporaire. **Les lycéens sont autorisés à utiliser leur téléphone portable ou autres appareils au foyer uniquement.**

Les élèves souhaitant informer leur famille (changement d'emploi du temps, information urgente...) devront se rendre au bureau de la vie scolaire et utiliser le téléphone de l'établissement.

A noter qu'une utilisation d'un de ces appareils pour enregistrer, pour filmer et diffuser des images sans autorisation et/ou portant atteinte à la dignité et au droit à disposer de leur image des personnes est une faute particulièrement grave et sera sanctionnée comme telle.

Dans le strict cadre d'activités pédagogiques spécifiques et encadrées, l'utilisation d'un appareil nomade peut être autorisée par un personnel du lycée.

En classe de 1^{ère} et de Terminale, l'utilisation pédagogique d'un ordinateur portable personnel en classe doit être soumise à l'autorisation de l'enseignant concerné.

6) Foyer des lycéens :

Une charte du Foyer adoptée par le C.V.L et affichée au Foyer précise le comportement attendu des lycéens dans cet espace.

Le foyer des lycéens est un endroit de détente et de travail réservé aux élèves de la classe de 2^{nde} à la classe de Terminale. Des jeux et distributeurs de boissons chaudes y sont à disposition des élèves. L'usage du téléphone portable y est toléré.

Les collégiens n'y ont pas accès.

Le règlement intérieur s'applique de plein droit au Foyer. En cas de manquement à ces règles, les élèves fautifs peuvent se voir signifier une punition ou une sanction.

7) Infirmerie :

En cas de traitement, l'établissement doit être informé et les élèves doivent déposer à l'infirmerie les médicaments utilisés accompagnés de la prescription médicale et de l'autorisation familiale. Cette dernière est indispensable afin que les médicaments puissent être délivrés par un membre de l'équipe éducative en cas d'absence du médecin scolaire. Les traitements sont obligatoirement soumis au contrôle du personnel médical. Pour prévenir l'automédication et les risques qui en découlent, les élèves ne doivent pas être en possession de médicaments, quels qu'ils soient.

Les passages à l'infirmerie se font en dehors des heures de cours, sauf en cas d'urgence.

Il est indispensable de fournir des coordonnées téléphoniques (mises à jour régulièrement par les parents) et les fiches de « Dispositions à prendre en cas d'accident ou d'alerte de santé » pour que l'établissement puisse joindre les familles.

8) Prise en charge par les élèves de responsabilités :

Délégués de classe :

Chaque classe élit pour l'année scolaire deux délégués. Chaque délégué est élu avec son suppléant. L'élection, placée sous la responsabilité du chef d'établissement ou de son adjoint, est organisée par le professeur principal.

Le rôle des délégués revêt une grande importance puisqu'ils représentent leurs camarades aux différents conseils et commissions et sont responsables devant eux. Ils sont chargés des relations entre les élèves et les autres membres de la communauté éducative.

Ils jouent en particulier un rôle d'intermédiaire entre les élèves de la classe, les professeurs, l'équipe de direction et d'éducation. Ils informent leurs camarades de toutes les décisions prises par les différents conseils et réunions.

Pour les aider dans ces missions, l'établissement organise chaque année une formation des délégués, à l'issue de leur élection.

Membres dans les instances de l'établissement (CVC, CVL, CVE, CE) :

Chaque année les collégiens et lycéens élisent leurs représentants pour siéger dans les différentes instances de l'établissement qui décident des orientations et contenus pédagogiques, des projets, du règlement intérieur...

Droit d'association, de réunion, d'expression et de publication :

Association : Le conseil d'établissement autorise les associations créées par les lycéens selon les termes du droit du pays d'accueil. En cas d'atteinte aux principes du service public d'enseignement, le chef d'établissement est autorisé à suspendre l'activité de l'association en attendant la réunion du conseil d'établissement.

Réunion : Afin d'exercer son mandat, un représentant des élèves peut demander la tenue d'une réunion. Cette demande écrite, précisant la date, l'objet et les participants à cette réunion doit être déposée 48 heures avant sa tenue.

Expression : Les élèves ont un droit d'expression individuelle et collectif. Ce droit s'exerce notamment par l'intermédiaire des délégués des élèves dans les différentes instances. Tout affichage est assuré sous le contrôle du chef d'établissement sur les panneaux prévus à cet effet. Un affichage ne peut être anonyme.

Publication : Les publications rédigées par les lycéens sous format papier ou numérique ne peuvent être librement diffusées dans l'établissement qu'après accord du chef d'établissement, responsable de leur publication. Aucun écrit ne peut présenter de caractère injurieux, diffamatoire ou porter atteinte au droit à l'image. Dans le cas contraire, le chef d'établissement est fondé à suspendre ou interdire la publication.

Un droit de réponse sera accordé à toute personne, physique ou morale, qui en exprime la demande. Les lycéens doivent être conscients que leur responsabilité peut être engagée devant les tribunaux. Dans le cas d'un élève mineur, cette responsabilité, civile ou pénale, sera transférée au responsable légal.

9) Le dialogue école-famille :

Un contact étroit entre les parents et l'équipe éducative est essentiel pour la réussite des élèves. Aussi, pour s'informer et communiquer avec l'administration et les professeurs, les parents doivent consulter régulièrement, le site internet du lycée

(www.lyceefrancais.ro) et les outils de suivi scolaire en ligne (notes, retards, absences, etc...). Ils se doivent également d'assister aux réunions prévues par l'établissement.

Les outils en ligne de suivi de la scolarité :

Les parents sont informés des notes obtenues par leur enfant au moyen du **relevé de notes disponible** en se connectant à partir du site du lycée : **www.lyceefrancais.ro**

Pour accéder à ces applications, un mot de passe est remis à chaque usager en début d'année.

Le relevé de notes est un indicateur de la progression de l'élève. Les parents veilleront à le consulter régulièrement. Le cahier de textes numérique rempli par les enseignants ne se substitue pas à l'agenda de l'élève.

Le suivi des devoirs en cas de fermeture de l'établissement :

En raison d'évènements climatiques exceptionnels, le lycée/collège peut être amené à fermer ses portes et se trouver dans l'impossibilité d'accueillir les élèves.

Dans cette situation, il est du devoir de l'établissement d'assurer la continuité pédagogique des enseignements dispensés. Aussi, des devoirs, exercices ou leçons seront communiqués aux élèves sous forme numérique par l'intermédiaire d'une plateforme dédiée.

Le conseil de classe :

Présidé par le chef d'établissement ou son adjoint, le conseil de classe est composé de l'équipe pédagogique de la classe, du conseiller principal d'éducation, des délégués des élèves et de représentants de parents.

Le conseil de classe se réunit chaque fin de trimestre afin de dresser le bilan pédagogique de la période écoulée. Il se prononce sur les résultats scolaires de chaque élève, émet des avis de passage et peut récompenser ceux qui le méritent (voir chapitre «*Discipline et sanctions – Mesures positives*»). Les avis des enseignants sont reportés sur le bulletin trimestriel de chaque élève.

Le bulletin trimestriel :

Les bulletins trimestriels sont envoyés aux familles, via Pronote. Lorsque des mises en garde concernant le travail ou la conduite sont émises par le conseil de classe ou lorsque les parents ne se présentent pas aux réunions prévues, le chef d'établissement se réserve la possibilité de rencontrer les parents de l'élève afin qu'ils s'entretiennent avec le professeur principal de la classe. Ils prennent ensemble les mesures nécessaires à la réussite de l'élève. Le bulletin est remis aux parents à cette occasion.

Les rencontres entre les parents et les enseignants :

A la fin du 1^{er} trimestre, une rencontre est organisée entre les parents et les enseignants afin de faire un bilan du début de l'année scolaire en cours.

A chaque fois que cela s'avère nécessaire, les enseignants prendront contact avec les parents. De même, les parents pourront solliciter une entrevue avec un enseignant par l'intermédiaire de Pronote ou-par mail à leur adresse professionnelle.

C) DISCIPLINE ET SANCTIONS

Tout manquement caractérisé au **Règlement intérieur** justifie la mise en œuvre d'une procédure disciplinaire propre à l'établissement et à portée éducative. Un système progressif de pénalisation est donc établi, qui vise à faire comprendre à l'élève qu'il doit adopter de lui-même un comportement compatible avec les exigences de son travail individuel et de la vie collective. Ainsi lui sera facilité l'apprentissage de l'autonomie.

I) Mesures positives :

Sur proposition du conseil de classe et sur décision du chef d'établissement ou de son adjoint, une gratification peut être accordée à l'élève pour récompenser son travail scolaire et/ou ses qualités humaines au cours du trimestre.

Ces gratifications sont :

- **les encouragements** du conseil de classe récompensent

les efforts effectués et/ou la bonne volonté face aux

attentes scolaires, indépendamment des notes obtenues,

- **les compliments** du conseil de classe récompensent un ensemble de notes d'un bon niveau, assorti d'un bon comportement,

- **les félicitations** du conseil de classe récompensent un ensemble de notes d'un très bon niveau assorti d'un comportement exemplaire.

Ces mesures positives sont inscrites sur le bulletin trimestriel de l'élève.

De l'assiduité des élèves de 1^{ère} et de Terminale dépendra la gratification portée sur leur livret scolaire pour le baccalauréat.

En outre, l'investissement de l'élève dans la vie de son établissement peut être valorisé.

II) Punitons et Sanctions :

Les punitons et les sanctions, motivées et expliquées, contiennent une valeur éducative, respectueuse de la personne de l'élève et de sa dignité. La démarche doit garantir le principe du contradictoire. Graduées en fonction de la gravité du manquement, elles sont individuelles, proportionnées à la faute commise, tiennent compte de la personnalité de l'élève et d'éventuelles circonstances particulières.

A- Punitons

Les punitons scolaires concernent essentiellement des perturbations "mineures" dans la vie de la classe ou de l'établissement. Elles concernent également l'absentéisme volontaire et le refus de travail. Les punitons peuvent être prononcées par les personnels de direction, d'éducation, d'enseignement et sur proposition d'un autre membre de la communauté éducative.

Elles sont au nombre de cinq :

1) l'excuse orale ou écrite

2) L'observation, envoyée via pronote ou par un mail adressé aux parents

3) Devoir supplémentaire, assorti ou non d'une retenue

4) Exclusion ponctuelle et exceptionnelle d'un cours assortie d'un travail à réaliser et un rapport d'incident. (Circulaire n° 2000 - 105 du 11 juillet 2000). L'élève exclu de cours est accompagné au bureau de la vie scolaire par l'un des délégués de classe. Il est pris en charge par la vie scolaire et doit avoir un travail à faire.

5) Des retenues de plusieurs types peuvent être proposées :

Retenue avec un travail supplémentaire à effectuer. Ces heures de retenue ont lieu le samedi matin, entre 8h30 et 12h30.

Retenue en permanence ou en salle de cours, surveillée par un assistant d'éducation ou par un professeur, durant une heure de cours de celui-ci, avec un travail ou une tâche supplémentaire à effectuer.

Le conseil de classe de chaque trimestre peut prononcer une mise en garde concernant un manque de travail scolaire, manque d'assiduité et/ou une conduite inappropriée durant le trimestre écoulé.

B- Sanctions :

Les sanctions disciplinaires concernent les atteintes aux personnes et aux biens, ainsi que les manquements graves aux obligations des élèves.

Chaque sanction prononcée est l'occasion d'un entretien entre l'équipe de direction, la famille et l'élève afin de revenir sur les faits incriminés et expliquer la portée éducative de la sanction.
--

Les sanctions sont au nombre de six :

1) Avertissement solennel écrit

2) Blâme

3) Mesure de responsabilisation (peut être une alternative à la sanction et également une sanction) qui implique la participation de l'élève, en dehors des heures d'enseignement, à des activités de nature éducative pendant une durée qui ne peut excéder vingt heures. Elle peut se dérouler au sein de l'établissement mais également, avec une convention, elle peut s'effectuer au sein d'une association

4) Exclusion temporaire de la classe (jusqu'à huit jours) avec l'obligation de se présenter dans l'établissement. Il est accueilli avec du travail supplémentaire, sous la surveillance d'un adulte de l'établissement. Cette mesure a pour objectif de favoriser la continuité pédagogique tout en reconnaissant la faute commise et la responsabilisation de l'élève

5) Exclusion temporaire (jusqu'à huit jours) de l'établissement ou de l'un de ses services annexes (y compris le Foyer)

6) Exclusion définitive de l'établissement ou de l'un de ses services annexes assortie ou non de sursis.

Le chef d'établissement peut prononcer seul les sanctions de 1 à 5.

L'exclusion définitive relève de la compétence du Conseil de Discipline.

Toute sanction disciplinaire constitue une décision nominative inscrite au dossier administratif de l'élève.

Un registre des sanctions est tenu dans l'établissement.

Les sanctions de 1 à 3 sont effacées du dossier administratif de l'élève à l'issue de l'année scolaire.

Les sanctions de 4 à 5 sont effacées du dossier de l'élève au bout d'une année civile à partir de la date de son prononcé.

La sanction 6 reste inscrite dans le dossier de l'élève. Toutefois un élève peut demander l'effacement des sanctions inscrites dans son dossier administratif lorsqu'il change d'établissement. Les sanctions sont effacées du dossier administratif de l'élève au terme de sa scolarité au second degré.

Les punitions et les sanctions peuvent être assorties d'un sursis.

L'engagement de la procédure disciplinaire est systématique en cas d'acte grave à l'égard d'un membre du personnel ou d'un élève, de violence verbale à l'égard d'un membre du personnel. Le Chef d'établissement « est tenu de saisir le conseil de discipline lorsqu'un membre du personnel a été victime de violence physique » (art.3 du Décret n°2011-728 du juin 2011)

III) Les mesures alternatives :

Ces mesures peuvent être prononcées par le chef d'établissement en complément d'une sanction ou de manière autonome

- **Le Contrat d'engagement scolaire.** Visant à prévenir la récurrence d'un acte problématique ce contrat engage l'élève sur des objectifs précis en terme de comportement, de travail et/ou d'assiduité. Ce contrat donne lieu à la rédaction d'un document signé par l'élève, ses représentants, la direction, le professeur principal, le C.P.E.
- **La réparation matérielle.** Cette mesure, supervisée par un personnel de l'établissement, ne doit comporter aucune tâche dangereuse ou humiliante. L'accord des responsables légaux de l'élève doit être préalablement obtenu.

- **La mesure de responsabilisation** qui implique la participation de l'élève, en dehors des heures d'enseignement, à des activités de nature éducative pendant une durée qui ne peut excéder vingt heures. Elle peut se dérouler au sein de l'établissement mais également, avec une convention, elle peut s'effectuer au sein d'une association.

IV) La Commission éducative :

Pour éviter un recours systématique au conseil de discipline dans les cas de récidive grave, le chef d'établissement ou son adjoint pourra, à sa demande, faire comparaître l'élève devant une commission éducative ou à la demande du professeur principal après avis de ses collègues.

Cette commission éducative est composée du proviseur ou de son adjoint, du conseiller principal d'éducation, des professeurs de la classe, des responsables légaux, d'un représentant des parents élus au Conseil d'établissement et, à titre consultatif, de toute autre personne susceptible de fournir des informations au sujet de l'élève.

A l'issue de cette commission, le chef d'établissement peut prononcer une sanction dans le cadre prévu par le règlement intérieur.

Il peut aussi être demandé à l'élève et/ou à la famille de signer un engagement écrit concernant le travail ou l'attitude. Cet engagement peut lui être demandé dans tous les cas de problèmes de comportement ou d'absence prolongée de travail.

Il peut être accompagné d'une fiche de suivi personnalisée. Le C.P.E. ou le professeur principal met cette fiche en place et s'entretient régulièrement avec l'élève et sa famille pour faire le point sur ses progrès.

V) La mesure conservatoire

A) Mesure conservatoire prononcée dans un délai de trois jours ouvrables imparti à l'élève pour présenter sa défense prévue à l'article R.421-10-1 du Code de l'éducation.

Lorsqu'il se prononce seul sur les faits qui ont justifié l'engagement d'une procédure disciplinaire, le chef d'établissement a la possibilité, en cas de nécessité, d'interdire l'accès de l'élève à l'établissement, à titre conservatoire, pendant la durée maximale de trois jours ouvrables correspondant au délai accordé à l'élève pour présenter sa défense dans le respect du principe du contradictoire.

B) Mesure conservatoire prononcée dans l'attente de la comparution de l'élève devant le conseil de discipline. L'article D.511-33 du code de l'éducation donne la possibilité au chef d'établissement d'interdire l'accès de l'établissement à un élève, en cas de nécessité, en attendant la comparution de celui-ci devant le conseil de discipline. La mise en œuvre de cette mesure conservatoire implique donc la saisine préalable de ce conseil.

VI) Le Conseil de Discipline

Les convocations sont adressées sous pli recommandé aux membres du Conseil de Discipline au moins 8 jours avant la séance dont la date est fixée.

Le chef d'établissement convoque dans les mêmes formes l'élève et son représentant légal s'il est mineur, la personne ayant demandé au chef d'établissement la comparution de celui-ci et les témoins ou les personnes susceptibles d'éclairer le conseil sur les faits motivant la comparution de l'élève.

Le conseil de discipline délibère valablement même en l'absence de l'élève et/ou ses représentants légaux dès lors que ceux-ci ont été convoqués dans les formes et les délais fixés par les textes.

Les représentants légaux de l'élève peuvent faire appel de la décision du conseil de discipline dans un délai de 8 jours à réception du courrier de notification.

En cas de mesure conservatoire ou d'exclusion temporaire de l'établissement, le lycée assurera et organisera la continuité pédagogique des enseignements de l'élève subissant cet éloignement scolaire.

Le présent règlement intérieur a été adopté en Conseil d'établissement le

Après avoir pris connaissance du règlement intérieur de l'établissement, l'élève et les parents le signent et s'engagent ainsi à respecter les règles qu'il instaure.

Vu et Pris Connaissance,

Signature du Responsable 1

Signature Responsable 2

Signature de l'élève

1 | La France est une **République indivisible, laïque, démocratique et sociale**. Elle assure l'égalité devant la loi, sur l'ensemble de son territoire, de tous les citoyens. Elle respecte toutes les croyances.

2 | La République laïque organise la **séparation des religions et de l'État**. L'État est neutre à l'égard des convictions religieuses ou spirituelles. Il n'y a pas de religion d'État.

••• LA RÉPUBLIQUE EST LAÏQUE •••

3 | La laïcité garantit la **liberté de conscience** à tous. **Chacun est libre de croire ou de ne pas croire**. Elle permet la libre expression de ses convictions, dans le respect de celles d'autrui et dans les limites de l'ordre public.

4 | La laïcité permet l'exercice de la citoyenneté, en conciliant la **liberté de chacun avec l'égalité et la fraternité de tous** dans le souci de l'intérêt général.

5 | La République assure dans les établissements scolaires le respect de chacun de ces principes.

CHARTRE DE LA LAÏCITÉ À L'ÉCOLE

La Nation confie à l'École la mission de faire partager aux élèves les valeurs de la République.

6 | La laïcité de l'École offre aux élèves les conditions pour forger leur personnalité, exercer leur libre arbitre et faire l'apprentissage de la citoyenneté. **Elle les protège de tout prosélytisme et de toute pression** qui les empêcheraient de faire leurs propres choix.

7 | La laïcité assure aux élèves l'accès à **une culture commune et partagée**.

8 | La laïcité permet l'exercice de la **liberté d'expression** des élèves dans la limite du bon fonctionnement de l'École comme du respect des valeurs républicaines et du pluralisme des convictions.

9 | La laïcité implique le **rejet de toutes les violences et de toutes les discriminations**, garantit l'**égalité entre les filles et les garçons** et repose sur une culture du respect et de la compréhension de l'autre.

10 | Il appartient à tous les personnels de **transmettre aux élèves le sens et la valeur de la laïcité**, ainsi que des autres principes fondamentaux de la République. Ils veillent à leur application dans le cadre scolaire. Il leur revient de porter la présente charte à la connaissance des parents d'élèves.

11 | Les personnels ont un **devoir de stricte neutralité** : ils ne doivent pas manifester leurs convictions politiques ou religieuses dans l'exercice de leurs fonctions.

••• L'ÉCOLE EST LAÏQUE •••

12 | **Les enseignements sont laïques**. Afin de garantir aux élèves l'ouverture la plus objective possible à la diversité des visions du monde ainsi qu'à l'étendue et à la précision des savoirs, **aucun sujet n'est a priori exclu du questionnement scientifique et pédagogique**. Aucun élève ne peut invoquer une conviction religieuse ou politique pour contester à un enseignant le droit de traiter une question au programme.

13 | Nul ne peut se prévaloir de son appartenance religieuse pour refuser de se conformer aux règles applicables dans l'École de la République.

14 | Dans les établissements scolaires publics, les règles de vie des différents espaces, précisées dans le règlement intérieur, sont respectueuses de la laïcité. **Le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit**.

15 | Par leurs réflexions et leurs activités, **les élèves contribuent à faire vivre la laïcité** au sein de leur établissement.